

HUMAN RIGHTS COUNCIL, 6TH SESSION:
CANADA STATEMENT ON THE REPORT OF THE SPECIAL RAPPORTEUR
ON SITUATION OF HUMAN RIGHTS IN MYANMAR

Mr. President,

Canada continues to support efforts to find a multilateral solution to the situation in Burma within the framework of the United Nations. We welcome the efforts of the Special Rapporteur to address the situation in that country under difficult circumstances, and have repeatedly called upon the Government of Burma to facilitate his work. Canada was deeply disappointed that, until this year, he had not been allowed to visit Burma since 2003.

We thank the Special Rapporteur for his report and note with concern the many issues he has raised with respect to the state of human rights in Burma, including his finding that "security forces...used excessive force against civilians from 26 to 29 September 2007". We are also deeply troubled by the descriptions contained in his report of harsh prison conditions for those detained during the protests, of night raids being conducted by Burmese authorities, and of the deaths of detainees in custody.

Monsieur le Président,

Le Canada demeure profondément préoccupé par le mépris complet des droits du peuple birman par le régime en place. Notre pays est en outre consterné par

la répression violente, en septembre, de manifestants qui exerçaient leur droit d'exprimer pacifiquement leur opposition. Le Canada a annoncé son intention d'imposer de nouvelles sanctions contre la Birmanie, y compris l'interdiction de toutes les exportations vers ce pays, sauf pour les fournitures humanitaires, et de toutes les importations en provenance de celui-ci. Ces mesures font suite non seulement à la répression de septembre, mais aussi aux violations persistantes des droits humains par le régime birman, y compris les réinstallations forcées, les viols par des militaires, les exécutions extrajudiciaires, le travail forcé, le recours à des enfants soldats, les arrestations et les détentions arbitraires, ainsi que la persécution des minorités ethniques. Et, si nous saluons la libération récente de plusieurs prisonniers politiques, de nombreux autres sont toujours détenus.

Nous continuons d'appeler le gouvernement de la Birmanie à respecter les droits humains et les libertés fondamentales du peuple birman, à libérer tous les prisonniers politiques, y compris M^{me} Aung San Suu Kyi, et à entamer un dialogue sincère avec l'opposition démocratique.

Merci, Monsieur le Président.